

Émetteur:

Ets CHEMIN

185, route de Langoulouman
29810 PLOUARZEL

Tél.: 02 98 89 60 57

Email: stchemin@gmail.com

Web: <http://www.ferronnerie-metallerie-chemin.fr/>

Adressé à:

IUEM - ISBLUE

Rue Dumont D'Urville
29280 PLOUZANE

Montants exprimés en Euros

Désignation	Qté	P.U. HT	TVA	Total HT
Trépied				
<u>Fabrication</u> : d'un trépied pour y fixer des instruments de mesures immergés. <u>Dimensions</u> : selon plans transmis par le client. <u>Matériaux</u> : tubes aluminium Ø 30 ép. 5. Pièces à retirer dans notre atelier. Déplacement, pièces et main-d'oeuvre.	1	643,53	20%	643,53

Règlement TTC par chèque à l'ordre de Ets CHEMIN envoyé à

185, route de Langoulouman
29810 PLOUARZEL

Total HT 643,53

Total TVA 20% 128,71

Total TTC 772,24

Cachet, Date, Signature et mention "Bon pour Accord"

Afin de valider ce devis, merci de renvoyer ce document signé accompagné d'un acompte de 30,00%, soit un montant de 231,67 €.

Règlement par chèque ou virement, pas de carte bancaire. Acomptes par chèque uniquement.

Société à responsabilité limitée (SARL) - Capital de 17 400 € - SIRET: 39028304200039
Numéro TVA: FR65390283042

Conditions générales de vente

Toute commande de travaux implique de la part du client l'acceptation sans réserve des conditions générales ci-dessous et la renonciation à ses propres conditions, sauf convention spéciale contraire écrite.

Article 1 – Clause Générale

Sauf stipulation contraire, spécifiée par écrit, les commandes qui nous sont passées et les missions que nous traitons sont soumises aux présentes conditions générales de vente, qui prévalent sur toutes conditions d'achat. Les présentes conditions générales de vente s'appliquent à l'intégralité des prestations effectuées par B&L FERRONNERIE, Ets CHEMIN.

Ces Conditions Générales de Vente sont systématiquement communiquées à tout Client consommateur et client non professionnel préalablement à la conclusion du contrat et prévaudront, le cas échéant, sur toute autre version ou tout autre document contradictoire.

Les renseignements portés sur notre site internet, nos plaquettes, tarif ou tout autre document n'engagent pas notre société, qui se réserve le droit d'apporter toutes modifications aux indications fournies dans ces documents.

Article 2 - VALIDITE

Notre offre est valable pour une durée de 3 mois pour des travaux à effectuer dans les 3 mois de son acceptation signée du client. Toute commande passée après ce délai de 3 mois à compter du jour de notre offre doit entraîner une confirmation de notre part.

La signature par le client du devis ou de la commande l'engage de façon ferme et définitive.

Les travaux sont expressément limités à ceux qui sont spécifiés dans l'offre, le devis ou la commande. Les travaux supplémentaires ainsi que les travaux d'entretien éventuels feront l'objet d'un devis complémentaire accepté au préalable.

La commande sur devis n'est considérée comme définitive par notre société qu'après le versement d'un acompte de 30% du montant total de la commande. Cet acompte ne pourra en aucun cas être qualifié d'arrhes.

En cas d'annulation de la commande par le Client après son acceptation par notre société, pour quelque raison que ce soit hormis la force majeure, l'acompte versé à la commande, tel que défini à l'article "PAIEMENT" des présentes Conditions Générales de Vente sera de plein droit acquis à notre société et ne pourra donner lieu à un quelconque remboursement.

Article 3 - PROPRIETE DES DEVIS ET DES PLANS

Nos devis, dessins, plans, maquettes, descriptifs et documents de travail restent notre propriété exclusive. Leur communication à d'autres entreprises ou tiers est interdite et passible de dommages-intérêts. Ils doivent être rendus s'ils ne sont pas suivis d'une commande.

Article 4 - DELAIS

Les délais de livraison ne sont donnés qu'à titre indicatif sauf stipulation contraire indiquée sur le devis. Nous sommes déchargés de tout engagement relatif aux délais de livraison dans le cas :

- où les conditions de paiement n'ont pas été observées par le client,
- de retard apporté à la remise de l'ordre d'exécution,
- de modification au programme des travaux,
- de retard des autres corps d'Etat,
- de travaux supplémentaires,
- où les locaux à aménager ne sont pas mis à notre disposition à la date prévue,
- de force majeure ou d'événements tels que : guerre, grève de l'entreprise ou de l'un de ses fournisseurs, empêchement de transport, incendie, intempéries, ou encore rupture de stock du fournisseur,
- et d'une manière générale, de tous événements ou faits imputables au Client ou à ses préposés.

Article 5 - CONDITIONS D'EXECUTION

Nous ne sommes tenus de commencer les travaux que dans le cadre des délais prévus par notre offre. La pose de nos ouvrages ne pourra s'effectuer qu'après achèvement des emplacements réservés à cet effet et après siccité complète de maçonneries, plâtreries, et carrelages.

Article 6 - RECEPTIONS – RECLAMATIONS

Les travaux seront réceptionnés au plus tard 15 jours après leur achèvement. A défaut de cette réception dans les 30 jours suivant l'achèvement des travaux, ceux-ci seront considérés comme acceptés sans réserve.

Article 7. GARANTIES LEGALES ET CONTRACTUELLES

Outre, l'application de la garantie légale des vices cachés (articles 1641 et suivants du Code civil et article R 221-4 du Code de la consommation) et la garantie légale de conformité pour les clients consommateurs et non-professionnels, les ouvrages de la Société B&L FERRONNERIE bénéficient d'une garantie décennale conformément aux dispositions de l'article 1792 du code civil et L241-1 du Code des assurances. Cette garantie est valable dix (10) ans à compter de la réception de l'ouvrage par le Client. Elle couvre les dommages affectant la solidité de l'ouvrage ou qui le rendent impropre à sa destination. Cette garantie ne peut jouer pour les défauts dus au mauvais entretien, à une mauvaise utilisation, à un usage abusif, à une usure normale ou en cas de force majeure incluant les intempéries. En cas de dommage dans les dix ans, la déclaration du sinistre doit être rédigée par le Client et envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans le délai de cinq (5) jours à compter du jour de la connaissance du sinistre à la Société. La Société transmettra la déclaration à son assureur décennal, lequel aura le choix de désigner ou non un expert pour constater, décrire et évaluer les dommages. L'assureur dispose d'un délai maximal de 60 jours pour faire expertiser les dommages, communiquer à la Société le rapport préliminaire de l'expert et lui notifier sa décision de faire jouer ou non la garantie décennale. Cependant, les travaux de peinture ou d'enduit étant uniquement décoratifs, ceux-ci sont exclus de la garantie décennale.

Article 8- PAIEMENT

Nos travaux étant entièrement exécutés sur commande, leur paiement s'effectue comme suit :

- À la commande, en acompte de 30 %
- Le solde à la date d'échéance figurant sur la facture, sans escompte ni rabais, ni retenue de quelque nature.

Les paiements effectués par le Client ne seront considérés comme définitifs qu'après encaissement effectif des sommes dues par notre société.

Conformément à l'article L441-6 du code de commerce, des pénalités de retard sont obligatoirement appliquées dans le cas où les sommes dues sont versées après la date de paiement figurant sur la facture. Le taux de ces intérêts de retard est égal à 1% par mois de retard. Ces pénalités seront acquises automatiquement et de plein droit à notre société, sans formalité aucune ni mise en demeure préalable. Le retard de paiement entraînera l'exigibilité immédiate de l'intégralité des sommes dues par le Client, sans préjudice de toute autre action que notre société serait en droit d'intenter, à ce titre, à l'encontre du Client.

Aucun frais supplémentaire, supérieur aux coûts supportés par notre société pour l'utilisation d'un moyen de paiement ne pourra être facturé au Client.

Article 9- SUSPENSION DES TRAVAUX

En outre, notre société se réserve le droit, en cas de non-respect des conditions de paiement figurant ci-dessus, de suspendre ou d'annuler la fourniture des prestations ou ouvrages commandés par le Client et/ou de suspendre l'exécution de ses obligations et ce, trois jours après avoir mis le client en demeure de tenir ses engagements.

Article 10- CLAUSES PENALES

En cas de rupture du contrat, imputable au client, avant la réalisation des travaux commandés, l'acompte versé à la commande sera conservé à titre d'indemnisation forfaitaire.

Pour les Clients professionnels, à l'acompte s'ajoutera le montant des fournitures et du matériel déjà commandés. En cas de rupture du contrat en cours de réalisation des travaux, s'ajoutera à la facturation des travaux réalisés, une somme forfaitaire égale à 15% du montant TTC du devis ou de la commande.

Article 11 - RESERVE DE PROPRIETE

La marchandise livrée reste notre propriété jusqu'à paiement intégral du prix. Toutefois, les risques sont transférés dès la livraison.

Dans le cas où le paiement n'interviendrait pas dans le délai prévu, nous nous réservons le droit de reprendre la chose livrée et, si bon nous semble, de résoudre le contrat.

Article 12 – CONTESTATION

Concernant les clients consommateurs et clients non professionnels, tous les litiges auxquels les opérations de Fourniture de Services ou d'ouvrages conclues en application des présentes conditions générales de vente pourraient donner lieu, concernant tant leur validité, leur interprétation, leur exécution, leur résolution, leurs conséquences et leurs suites et qui n'auraient pas pu être résolus à l'amiable entre notre société et le Client, seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun. Le Client consommateur et non professionnel est informé qu'il peut en tout état de cause recourir à une médiation conventionnelle, notamment auprès de la Commission de la médiation de la consommation (C. consom. art. L 612-1) ou auprès des instances de médiation sectorielles existantes, ou à tout mode alternatif de règlement des différends (conciliation, par exemple) en cas de contestation.

Concernant les clients professionnels, en cas de litige, seul le Tribunal de Commerce de Brest est compétent, même en cas d'appel ou de pluralité des défendeurs.

Article 13 – INFORMATION PRECONTRACTUELLE – ACCEPTATION DU CLIENT

Le Client consommateur, non professionnel, reconnaît avoir eu communication, préalablement à l'achat immédiat ou à la passation de sa commande et à la conclusion du contrat, d'une manière claire et compréhensible, des présentes Conditions Générales de Vente et de toutes les informations listées à l'article L.221-5 du Code de la consommation et notamment les informations suivantes :

- les caractéristiques essentielles du Service ;
- le prix des Services et des frais annexes (livraison, par exemple) ;
- en l'absence d'exécution immédiate du contrat, la date ou le délai auquel notre société s'engage à fournir les Services ou les ouvrages commandés ;
- les informations relatives à l'identité de notre société, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, et à ses activités, si elles ne ressortent pas du contexte ;
- les informations relatives aux garanties légales et contractuelles et à leurs modalités de mise en œuvre ;
- la possibilité de recourir à une médiation conventionnelle en cas de litige.

Le fait pour une personne physique (ou morale), d'effectuer un achat immédiat ou de commander un Service ou un ouvrage emporte adhésion et acceptation pleine et entière des présentes Conditions Générales de Vente et obligation au paiement des Services commandés, ce qui est expressément reconnu par le Client, qui renonce, notamment, à se prévaloir de tout document contradictoire, qui serait inopposable à notre société.